

DE LA FERME À LA FOURCHETTE : AU-DELÀ DES MYTHES !

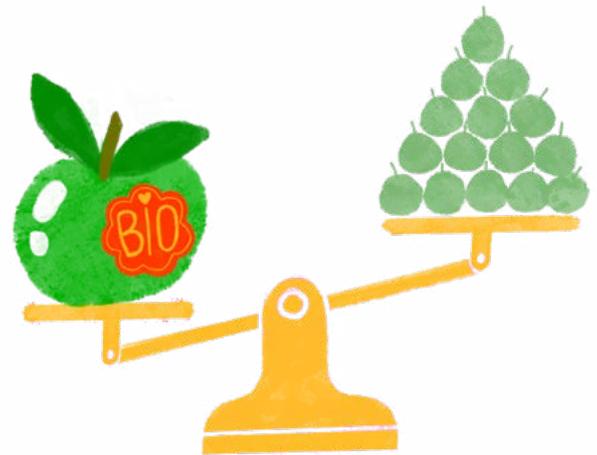
1. LES PESTICIDES DE SYNTHÈSE GARANTISSENT-ILS DES REVENUS PLUS ÉLEVÉS AUX PAYSAN·NE·S ?

NON

Les principaux États membres agricoles de l'Union européenne (à l'exception de l'Espagne) ont enregistré une **baisse significative** de leur revenu brut moyen pour l'agriculture **entre 1997 et 2017**, de **- 6 %** en Allemagne à **- 33 %** en Belgique.

Si l'on compare la baisse des revenus des exploitations avec leurs dépenses moyennes en pesticides et engrais, on voit clairement que **l'efficacité économique de l'utilisation de ces produits a diminué d'au moins 25 à 27 % depuis 1995**.

Les agricultrices et agriculteurs européen·ne·s sont enfermé·e·s dans un **cercle vicieux**. Elles/ils dépensent de plus en plus d'argent pour les pesticides et les engrais afin de tenter de compenser une baisse de leur rendement (par rapport à la tendance moyenne mondiale) alors même que, en réalité, **plus elles/ils utilisent ces produits, plus elles/ils réduisent leurs revenus**.



2. LA RÉDUCTION DES PESTICIDES DE SYNTHÈSE MENACE-T-ELLE LE REVENU DES PAYSAN·NE·S ?

NON

Une étude portant sur 55 cultures biologiques – cultivées sur cinq continents sur une période de 40 ans – a montré qu'en dépit de rendements plus faibles, **l'agriculture biologique était nettement plus rentable** (de 22 à 35 %) que l'agriculture conventionnelle. Les agricultrices et agriculteurs sont parvenu·e·s à capter des marchés à forte valeur ajoutée et ont atteint des ratios bénéfiques/coûts **plus élevés de 20 à 24 %** que l'agriculture conventionnelle.

Il est vrai qu'**utiliser moins de pesticides et engrais de synthèse** entraîne une baisse des rendements. Il est vrai aussi que le désherbage mécanique nécessite un travail supplémentaire. Il est vrai que tout cela entraîne des coûts plus élevés pour les agricultrices et agriculteurs. Néanmoins, ces coûts sont compensés par **une hausse des prix sur le marché de l'agriculture biologique**. En outre, les productions dépendent beaucoup moins des subventions que des systèmes agricoles conventionnels.

L'**agroécologie** s'est donc révélée **plus efficace sur le plan économique** dans l'ensemble de l'UE, en offrant des revenus et des emplois plus stables et de meilleur niveau. Réduire les coûts (et donc l'utilisation des pesticides de synthèse) et maximiser la valeur relève du « **bon sens agricole** » : **chaque euro économisé est un euro qui n'est pas dépensé !**



3. LE RENDEMENT EST-IL LE SEUL FACTEUR QUI INFLUENCE LE REVENU DES PAYSAN·NE·S ?

NON

La baisse des revenus des agricultrices et agriculteurs est moins liée au niveau de leurs rendements, c'est-à-dire aux quantités produites, qu'aux bénéfices supplémentaires tirés de leur production – par exemple, par les supermarchés – entre la sortie du champ et l'arrivée dans nos assiettes.

La valeur de la production des agricultrices et agriculteurs représente moins de 14 % de la valeur finale de nos denrées alimentaires en 2011, et cette part est en baisse. Cette diminution est liée à la forte augmentation de la valeur accaparée en amont et aval de l'activité agricole dans la production alimentaire. Ces étapes représentaient 86 % de la valeur totale en 2011. Ce sont les détaillants de denrées alimentaires – comme les supermarchés, les boucheries/charcuteries et les magasins de proximité – qui ont le plus augmenté leur part de valeur ces dernières décennies, avec plus de 30 % de la valeur totale en 2011.

La petite histoire, c'est que les gains de productivité sans précédent obtenus dans l'agriculture depuis 1945 n'ont pas profité aux agricultrices et agriculteurs, mais aux autres acteurs de la chaîne alimentaire. **C'est l'industrie agroalimentaire et la grande distribution en ont profité le plus,** de même que les consommatrices et consommateurs, dont la part du budget consacrée à l'alimentation a eu tendance à se réduire jusqu'à récemment.

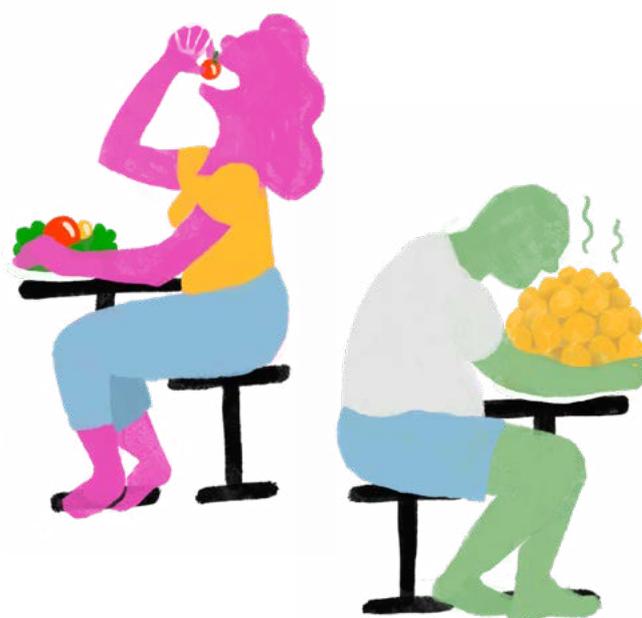
4. L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ DES EXPLOITATIONS AGRICOLES PERMET-ELLE DE LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION ?

NON

Ces dernières années, nos régimes alimentaires sont devenus moins sains, moins équilibrés et moins nourrissants. Nous consommons plus d'aliments transformés, plus de viande et plus de produits laitiers que jamais. Le secteur de l'élevage est en plein essor et l'incitation économique à éviter le gaspillage alimentaire est de plus en plus faible. Cette situation est liée à notre obsession pour l'augmentation des rendements agricoles. **Mais les exploitations agricoles augmentent les quantités des productions et non leur qualité.**

D'autant plus que la croissance de l'élevage implique aussi la déforestation, puisque les arbres sont coupés pour laisser place à la production d'aliments pour animaux.

Il s'agit là d'une approche erronée, héritée d'une époque révolue. L'accent mis sur les quantités de production, plutôt que sur la qualité, est apparu en réponse à la forte demande mondiale, à un moment où l'accès à la nourriture était un véritable problème. Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, **la malnutrition est majoritairement due à la surconsommation de calories, plutôt qu'à la sous-alimentation.**



5. LE SYSTÈME ALIMENTAIRE ACTUEL EST-IL UNE MENACE POUR LES ÉCOSYSTÈMES ?

OUI

Notre production alimentaire menace la biodiversité et les écosystèmes.

Les **engrais de synthèse et la surexploitation des effluents d'élevage sont aussi des causes importantes de pollution atmosphérique**. En période de pluie, les excès de nutriments et de sédiments provenant de sols mal entretenus se déversent dans les rivières. Les algues finissent par couvrir la surface de l'eau et **étouffer la vie aquatique ou marine**.

Lorsque des forêts, des forêts tropicales ou des zones humides sont converties en champs destinés à la production végétale, des habitats précieux pour les animaux sauvages, les plantes et d'autres organismes sont détruits. L'agriculture représente 80 % de l'ensemble des changements d'affectation des terres à l'échelle mondiale. Entre 1980 et 2000, 42 millions d'hectares de forêt tropicale en Amérique latine ont été perdus pour des bovins d'élevage, tandis que **6 millions d'hectares ont été perdus pour des plantations d'huile de palme en Asie du Sud-Est**.



6. LE SYSTÈME ALIMENTAIRE ACTUEL CONTRIBUE-T-IL AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

OUI

La manière dont nous produisons les denrées alimentaires contribue de manière significative au changement climatique. Les émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture, la destruction des habitats pour installer des cultures et la manière dont nos denrées alimentaires sont transformées et transportées font que **le système alimentaire représente environ 30 % de l'ensemble des émissions d'origine humaine**. L'élévation des températures mondiales est en train de changer et de déplacer les habitats. Les espèces animales sont contraintes de se déplacer ou risquent l'extinction.

La structure actuelle du système alimentaire contribue au changement climatique, qui l'affecte également en retour. Elle réduit les rendements et la qualité nutritionnelle des cultures dans de nombreuses régions, ce qui accroît encore la pression pour intensifier la production ou convertir davantage de terres pour l'agriculture. À mesure que les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, nous devons replanter des arbres et des forêts pour atténuer le changement climatique. Cela conduit à un cercle vicieux : la concurrence pour les terres s'accroît, ce qui conduit à une agriculture plus extrême et intensifiée.

7. LE SYSTÈME ALIMENTAIRE ACTUEL A-T-IL DES COÛTS CACHÉS ?

OUI

Différents facteurs contribuent à faire peser les coûts de production sur l'environnement et la société dans son ensemble. Les incitations à la production, la concurrence mondiale fondée sur les prix et la longueur des chaînes d'approvisionnement encouragent ce phénomène qui rend le système de production peu transparent. En conséquence, **les agricultrices et agriculteurs qui travaillent à diminuer les effets négatifs de leur production sur l'environnement ont du mal à être compétitifs sur le marché.**

Selon une étude commandée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), si l'on tenait compte des coûts environnementaux de l'agriculture au niveau mondial, ceux-ci dépasseraient la valeur marchande des denrées alimentaires produites. **Aux États-Unis, le coût pour la santé humaine de la seule pollution atmosphérique due à la production agricole représente environ la moitié de sa valeur.**

En 2013, la FAO a même estimé que les coûts des soins de santé liés aux mauvaises habitudes alimentaires pourraient dépasser 5 % du PIB chaque année.

Il s'agit probablement d'une sous-estimation, étant donné que le montant des soins pour le seul diabète de type II pourrait s'élever à 4 à 5 % du PIB d'ici à 2025. À titre de comparaison, la valeur ajoutée de l'agriculture mondiale par rapport au PIB n'était que de 3,79 % en 2015.

Pour lire l'étude
(en anglais)

